



JUSTICE POUR LA ROUGUIERE !

Depuis les incidents qui ont émaillé la cité de La Rouguière en décembre dernier est posée la question : comment rendre justice ?

Sans revenir sur toutes les causes extérieures à la cité et qui ont pour nom mal vie, chômage, misère et comme conséquences la perte de repères communs...que faut il faire **à l'intérieur de la cité** pour que justice soit rendue ?

- D'abord **il faut que le bailleur entende les habitants** et qu'au besoin la préfecture l'y contraigne. **Le local** demandé à cor et à cri depuis plus de 10 ans **doit être confié à l'association** qui a multiplié les démarches en ce sens : c'est la première mesure de justice, de cohésion sociale, de reconnaissance du droit de chacun à ses croyances et ses philosophies. C'est aussi prendre en compte les personnes âgées les premières concernées par cette demande..
- L'autre mesure à prendre dans le même temps c'est que **les victimes**, et en particulier **les 7 propriétaires de véhicules brûlés soient correctement indemnisés** et ce au-delà de ce que prévoient les assurances privées qui, comme chacun sait, indemnisent au minimum. Il existe à cet effet un fonds d'indemnisation des victimes celui-ci doit être mobilisé.
- Il faut que **les coupables soient sanctionnés et responsabilisés**. Cela n'aura de valeur que si la sanction est juste, c'est-à-dire proportionnée et s'adressant aux vrais coupables.
- **Ce n'est pas en laissant croupir en prison sans preuves un jeune homme qui clame son innocence que l'on créera un sentiment de justice** et que l'on ramènera la sérénité dans ce quartier. A propos de culpabilité il y a lieu de s'interroger dans cette affaire, sur l'attitude de La Phocéenne, de la mairie et sur la réaction complètement disproportionnée des institutions (des cars de CRS pour 10 personnes âgées à 6h du matin), réaction forcément vécue comme une injustice et renforçant les sentiments de frustration, de discrimination et de dignité bafouée.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons écrit au préfet et que, comme la CSF et le centre social, nous soutenons sans réserves l'action du comité de soutien à Hamza.